

Que retrouve-t-on, par contre, dans le budget pour le citoyen ordinaire? Il y a une diminution d'impôt de \$50. Je crois que le ministre des Finances n'a pas été tout à fait honnête en la présentant comme si elle devait assurer un minimum de \$150 aux Canadiens. En février 1973, il a accordé une réduction d'impôt de \$100. On la retrouve dans le budget principal. En mai dernier, il y en a ajouté un autre \$50. La diminution d'impôt présentée dans le budget de lundi ne faisait que reprendre celle de \$50 de mai dernier. Ainsi, tout ce qu'ont obtenu les citoyens ordinaires et à faible revenu, c'est une réduction d'impôt de \$50, soit 97 cents par semaine, c'est-à-dire moins de \$1. C'est tout ce qu'on retrouve dans le budget et pour les personnes à faible revenu, et il y en a beaucoup, au Canada.

Le gouvernement n'a même pas parlé d'augmenter la pension de vieillesse de base. Il n'a offert aucune aide aux travailleurs. Il n'a pas haussé l'exemption ni accordé de crédit aux parents qui doivent confier leurs enfants aux garderies. Il n'a même pas parlé d'aider les agriculteurs. Je crois qu'il nous a dit clairement qu'il était intéressé à aider et qu'il voulait négliger dans notre société.

C'est clairement un budget pour les riches, les opulents et ceux qui sont déjà à l'aise. C'est un budget pour les investisseurs, les courtiers, les dirigeants de sociétés, les médecins, les avocats et les mandarins qui ont rédigé le budget. Monsieur l'Orateur, ce sont eux qui en profiteront vraiment et non les gens à moyen ou faible revenu.

Les propositions du budget violent le principe et l'intention des recommandations de la Commission Carter qui a fait remarquer que nous avons un des régimes fiscaux les plus injustes du monde industrialisé. Le budget que nous étudions aujourd'hui créera de nombreuses échappatoires et exemptions et nous oublierons le principe qu'une piastre est une piastre, d'où qu'elle vienne.

Le gouvernement actuel a maintenant décidé que c'est le genre de piastre qui détermine à quel genre d'exemption elle donnera droit et non d'où provient ce dollar; c'est là, à mon avis, un très mauvais thème qu'on ne devrait pas retrouver au pays. Je crois que l'objectif d'un budget dans un pays aussi riche que le nôtre devrait être de redistribuer les richesses et les revenus de façon à assurer une société où tous sont égaux. Ce devrait être, à mon avis, l'objectif de tout budget.

Nous avons le bonheur de posséder, d'immenses ressources naturelles et minières et une industrie de fabrication et de transformation en pleine expansion grâce à des techniciens hautement qualifiés et compétents. Je ne vois pas pourquoi, avec toute cette abondance, le Canada devrait avoir des taux de pauvreté et de chômage si élevés, pourquoi de nombreux Canadiens, un peu partout au pays, devraient loger dans des conditions si inférieures aux normes. Notre taux d'inflation est l'un des plus élevés des pays industrialisés. Le budget aurait dû commencer à enlever aux riches pour donner aux moins fortunés une partie de leur richesse et de leurs revenus; il aurait dû esquisser une planification de l'économie qui permette à tous les Canadiens de partager également la richesse du Canada.

Le budget—M. Nystrom

Notre parti croit à la collaboration dans une économie planifiée et non aux solutions improvisées des sociétés et de leur prétendu marché libre. A mon sens, le moment est venu pour les Canadiens de planifier et de diriger l'économie par l'intermédiaire des divers échelons de gouvernement et des diverses associations de citoyens et de travailleurs, et d'enlever ce pouvoir aux conseils d'administration qui le deviennent depuis 100 ans.

A mon sens, le fossé qui sépare les riches et les pauvres s'est élargi au cours des récentes années depuis que le gouvernement est au pouvoir. Les disparités régionales se sont accrues et l'emprise étrangère sur notre économie s'est intensifiée. Pour moi, c'est tout simplement la conséquence normale d'une économie dominée par les grandes sociétés étrangères. Pour notre parti, la seule façon de renverser cette tendance est de retirer aux sociétés le pouvoir de prise de décision et de le rendre à ceux à qui il appartient.

Notre politique monétaire et fiscale doit être indépendante. Je pense que le député de Don Valley (M. Gillies) a mentionné ce point récemment à la Chambre. Le Canada doit se proposer d'améliorer la qualité de la vie et le bien-être économique du Canadien moyen et moins fortuné.

A mon sens, le budget de lundi ressemble exactement aux budgets antérieurs, car il n'entrouve aucune perspective nouvelle. Le gouvernement ne semble pas comprendre que la situation économique mondiale est plus dangereuse actuellement qu'à aucune autre époque depuis 1929. Les États-Unis admettent qu'avec un taux de croissance presque nul, il s'agit d'une récession. La Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et d'autres états industrialisés connaissent de graves problèmes qui réduiront leur capacité de nous acheter des biens. En outre, selon toute vraisemblance, l'inflation actuelle se poursuivra et atteindra prochainement un niveau très élevé à l'échelle mondiale.

Qu'est-ce que le gouvernement fait? Il ne va pas lutter contre l'inflation. Le ministre n'a rien fait du tout. Il n'arrête pas de rabâcher des clichés usés: notre taux d'inflation ou de chômage est peut-être meilleur que celui de tel pays, il se préoccupe de la question, l'Ouest devrait avoir sa place au soleil. Mais le gouvernement n'interviendra pas dans ce qu'on appelle la libre entreprise et il n'ose pas prendre de l'argent et des ressources pour améliorer le sort du Canadien moyen. Il se rabat sur des encouragements aux sociétés et particuliers riches, dans l'espoir qu'ils créeront des emplois et orienteront l'économie de tous les Canadiens. Je pense que ce n'est pas là une solution.

● (1610)

Notre parti estime que la façon la plus efficace et la plus humaine de créer des emplois et de stimuler l'économie consiste à fournir des encouragements aux personnes à revenus modiques et moyens, d'assurer aux moins favorisés des revenus convenables leur permettant d'acheter, c'est-à-dire de nourrir, de vêtir et de loger convenablement leur famille. Je pense que le budget n'est pas orienté dans ce sens. Je vais récapituler quelques points du budget que notre parti considère comme des mesures rétrogrades et tape-à-l'œil.